

Livre Blanc sur la sécurité alimentaire

Le Livre Blanc sur la sécurité alimentaire adopté par la commission européenne a pour objectif d'atteindre le niveau le plus élevé possible de protection de la santé des consommateurs de produits alimentaires en Europe. Le principe directeur de l'ensemble de ce Livre Blanc est que la politique de sécurité alimentaire doit reposer sur une approche globale intégrée.

Principales initiatives définies dans le Livre Blanc :

– Création d'une Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (*AESA*). La création de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (instituée par le règlement 178/2002) vise avant tout à pallier l'absence de coordination entre les états membres en matière de coopération scientifique et d'appui analytique, ainsi que les insuffisances en matière de contrôle et de surveillance pour les questions de sécurité alimentaire. Les tâches de l'Autorité comprennent notamment :

- l'évaluation des risques fondée sur des avis scientifiques concernant toutes les questions ayant un impact direct ou indirect sur la santé et la sécurité des consommateurs, en rapport avec la consommation de denrées alimentaires (ces questions peuvent notamment comprendre les matériaux et emballages au contact des aliments, le stockage et la distribution des produits alimentaires),
- la récolte et l'analyse des informations disponibles dans la Communauté sur les questions de sécurité alimentaire,
- la communication, auprès de toutes les parties concernées, des informations relatives à la sécurité alimentaire dans l'Union Européenne,
- la mise en oeuvre d'un système d'alerte rapide en cas de crise ;
- Harmonisation des législations sur la sécurité alimentaire pour proposer une approche cohérente et intégrée, applicable à l'ensemble de la chaîne alimentaire ;

– Mise en oeuvre d'un système de contrôle de l'application de la législation ;

– Information des consommateurs ;

– Communication, au niveau international, sur les mesures législatives prises en Europe en matière de sécurité alimentaire.

Mots-clés : contrôle officiel ; droit alimentaire ; organisme ; travaux de recherche ; analyse des risques ; système d'alerte

Fichier(s) joint(s) (1):

 [livreblanc.pdf](#)

Article(s) relatif(s) (0):

Lien(s) externe(s): (0):